

2012-2017 : socialistes et écologistes, ensemble
pour combattre la crise et bâtir un autre modèle de vivre ensemble.

Introduction : nos valeurs partagées et nos priorités fondent notre contrat de mandature

I – D'abord, dominer la finance et réorienter l'Europe pour un monde plus solidaire

- 1) Reprendre la main sur le système bancaire
- 2) Doter l'Europe d'une stratégie offensive et défensive dans la mondialisation
- 3) Promouvoir un multilatéralisme rénové et durable

II – Imaginer un nouveau modèle de développement économique, social et écologique

- 1) Produire autrement
- 2) Travailler tous, travailler mieux
- 3) Rendre l'impôt plus juste, plus citoyen, plus écologique

III – Faire de la transition énergétique une urgence et une chance

- 1) Donner la priorité à l'efficacité énergétique
- 2) Rééquilibrer la production française d'électricité en faveur des énergies renouvelables
- 3) Réussir la révolution des transports

IV – Améliorer la vie quotidienne des Français et préparer l'avenir de notre jeunesse

- 1) Faire de l'éducation la priorité nationale et du savoir le levier du redressement
- 2) Renforcer le pouvoir d'achat
- 3) Permettre l'accès à la santé partout et pour toutes et tous
- 4) Rendre le logement accessible et durable, réinventer la ville
- 5) Garantir le droit à la sécurité et à la justice, lutter contre les discriminations
- 6) Défendre et développer les services publics

V – Bâtir une République nouvelle

- 1) Refaire de la séparation des pouvoirs la matrice de notre République.
- 2) Il faut aussi rendre notre démocratie plus vivante et à l'image de la société.
- 3) La République nouvelle sera décentralisée.
- 4) Pas de République nouvelle sans indépendance réelle pour la justice.
- 5) La démocratie suppose le véritable pluralisme des médias.
- 6) Bâtir, une République nouvelle, c'est redonner sa voix au peuple.

Conclusion : l'espoir de la France, c'est une majorité de gauche et des écologistes

Introduction : nos valeurs partagées et nos priorités fondent notre contrat de mandature.

L'avenir de la planète et celui de l'humanité s'écrivent aujourd'hui. C'est maintenant que se dessinent le rôle et la place de l'Europe dans la mondialisation. En France, l'urgence est de redonner un sens à l'idée même de progrès et d'abord pour la jeunesse, les précaires, les couches populaires et les classes moyennes. Pour les Français, la législature 2012-2017 peut être la première d'un horizon nouveau : selon les priorités fixées et les décisions prises, le chemin ne sera pas le même.

Ou bien c'est la fatalité qui l'emporte et alors les mêmes choix, portés par les mêmes responsables aboutiront aux mêmes résultats, en pire : la surexploitation des ressources naturelles, l'épuisement des matières premières et l'appauvrissement de la biodiversité ; la confiscation de la richesse par une minorité ; la mise en concurrence des individus, des entreprises, des territoires, des Etats ; la financiarisation de l'économie et le démantèlement des solidarités ; l'oubli des fins humaines et l'argent devenu la mesure de toute chose. C'est l'impasse néolibérale empruntée par les droites européennes dont le sarkozysme est l'aiguillon. Pour les peuples, c'est la certitude de vivre dans la peur, les inégalités et les divisions.

Ou bien c'est l'espoir et le sursaut qui prévalent. Pour produire autrement d'autres richesses et les partager vraiment la richesse. Pour combattre les inégalités et donner à chacun les moyens de réussir sa vie. Pour rassembler les citoyens et les faire participer à la décision. Pour faire de l'Europe le moteur d'un sursaut de civilisation qui préserve la paix, le climat et l'emploi pour toutes et tous. Pour que la démocratie impose ses lois aux marchés et que le temps long de la construction collective prime sur la dictature de l'instant. C'est le chemin que nous proposons au pays pour la prochaine mandature.

Sur ce chemin de progrès, avec les Français, nous n'aurons pas à affronter un banal aléa de conjoncture, mais la faillite de la finance capitaliste et des dogmes qui l'ont établie. La période que nous traversons est en réalité une accumulation de crises.

Crise économique avec la disparition de millions d'emplois industriels avec le déchaînement d'un productivisme sans frein ni règles parmi les nouvelles puissances émergées et avec l'aggravation de tous les indicateurs français après dix ans de majorité UMP : croissance nulle et menace de récession, balance commerciale historiquement déficitaire, chute des investissements pour préparer le futur, délocalisations d'activités en cascade dont l'impact brise les travailleurs et abîme la planète.

Crise sociale, toujours plus profonde, quand 40 % des Français renoncent à se soigner faute de moyens, quand un quart des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage, quand un salarié sur quatre touche moins de 750 euros par mois, quand 150 000 postes d'agents publics ont disparu depuis 2007 au point de démanteler comme jamais nos services publics, quand plus de huit millions de nos concitoyens survivent sous le seuil de pauvreté, quand les ménages les plus modestes consacrent 15 % de leur revenu aux dépenses énergétiques, soit 2,5 fois plus que les ménages les plus fortunés. Pour nous, la préservation environnementale est inséparable de la justice sociale.

Crise écologique, sanitaire et alimentaire dont la sécheresse dans la corne de l'Afrique, qui touche 13 millions de personnes, ou les récentes inondations en Asie sont les plus tragiques manifestations. Partout sur la planète, les alertes se multiplient : un milliard et demi d'individus n'ont pas accès à l'eau potable et près d'un tiers de la population mondiale souffre de sous-nutrition. Les pays les plus riches portent la responsabilité la plus lourde dans cette crise planétaire aux conséquences écologiques et géopolitiques potentiellement dévastatrices. Qui peut croire que la France et ses voisins sont à l'abri ?

Crise énergétique, aussi, source de tant de tensions pour la paix et la sécurité du monde : alors que la demande mondiale d'énergie pourrait augmenter de moitié d'ici 20 ans, les ressources en pétrole manquent déjà. Après Tchernobyl, Fukushima a confirmé les failles dans la maîtrise de l'atome. Entre les nations, une course de vitesse est engagée pour réussir la mutation écologique et la transition énergétique. C'est une urgence et nous allons en faire une chance. La France, forte de tant d'atouts, a pris un retard inquiétant au cours de la dernière décennie, qu'il s'agisse du soutien aux énergies renouvelables ou de la baisse des consommations. Face à la droite, nous l'affirmons : ajourner les réponses à la crise écologique et énergétique, c'est retarder la résolution de la crise économique.

Crise démocratique et crise de la dette, enfin. Si à l'heure de solliciter la confiance de nos concitoyen-ne-s, nous lions les deux réalités, c'est que dans l'accumulation de leurs effets, se joue l'idée même de souveraineté. Quand, après dix ans de politique de droite, la dette de la France représente 90 % de sa richesse, que les plans d'austérité se succèdent sans perspective de réelle relance, que les efforts sont toujours réclamés aux mêmes tandis qu'en sont exonérés les privilégiés, comment s'étonner que l'abstention et l'extrême droite soient les valeurs refuges de tant jeunes relégués, de salariés déclassés, de retraités précarisés ? Pour nous, femmes et hommes de gauche et écologistes, il n'y a pas de fatalité ! Il n'y a pas qu'une seule politique possible, celle des marchés financiers dans le monde et celle du directoire conservateur Sarkozy-Merkel en Europe : en

démocratie, la seule agence de notation légitime, c'est le peuple. Parce qu'il prive l'action publique des moyens de mener les politiques attendues par les citoyens, l'endettement est l'ennemi des gouvernements et des majorités progressistes. Parce que la France souffre non pas d'un, mais de plusieurs déficits – des comptes publics, d'emploi, de compétitivité, de préparation de l'avenir par l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche, la formation, ainsi que d'un déficit de qualité des conditions d'existence et de travail à tous les âges de la vie –, il faut changer de politique, donc de majorité politique au Parlement.

Ensemble, nous voulons combattre la crise par des mesures d'effet immédiat qui amélioreront la vie quotidienne. Emploi et pouvoir d'achat, école, santé, logement, transports, sécurité, justice : dès l'entame de l'alternance, les Français constateront la réalité du changement. Avec une valeur cardinale : la défense et le développement des services publics qui sont la République laïque et sociale en actes. Mais nous voulons aussi imaginer un nouveau modèle pour l'après-crise économiquement viable, socialement équitable, écologiquement durable. Reprise en main du secteur bancaire et financier, transition énergétique, conversion écologique de l'appareil productif, approche qualitative de l'urbanisme, multilatéralisme refondé : ces avancées ne donneront leur pleine mesure qu'à l'horizon d'une législature, certaines exigeront une décennie voire une génération pour être achevées. Mais nous nous engageons, dès 2012, à décider et à engager leur mise en oeuvre en France et dans les instances européennes et internationales. C'est cette ambition d'intérêt général pour la France et pour le monde qui fonde le projet que nous présentons au pays.

La législature 2012-2017 peut être celle du redressement et du rassemblement. En France bien sûr, mais aussi en Europe où la solidarité doit prévaloir face aux dettes souveraines qui asphyxient les Etats et les peuples, où l'investissement doit être mobilisé pour préparer les projets scientifiques, industriels, technologiques, énergétiques du futur, où une plus grande cohésion doit prévaloir quand il est question des politiques fiscale, sociale, monétaire et commerciale. Seule une plus grande intégration économique et démocratique, seule une perspective fédérale, permettra à l'Europe non seulement de s'affirmer comme une puissance majeure du 21ème siècle, mais de réorienter la marche du monde vers les exigences du progrès : droits sociaux, droits environnementaux, droits culturels, droits politiques. Seule une majorité de gauche et des écologistes en France en 2012, puis en Allemagne en 2013, aura la force d'entraînement pour une Europe solidaire et volontaire.

Pour relever ces défis, il faudra dire la vérité et rétablir l'équité. Mais il faudra surtout faire vivre la démocratie. N. Sarkozy n'a pas seulement été le Président du temps perdu et des promesses non tenues : il a été celui des divisions exacerbées entre les Français et du pouvoir confisqué au profit

d'une minorité. L'alternance en 2012 sera d'autant plus forte que les pouvoirs seront rééquilibrés, que la justice sera indépendante, l'action publique contractualisée, la République décentralisée, que des droits égaux seront reconnus à tous et à chacune et à chacun, que les habitants seront acteurs du changement. C'est une nouvelle page de la démocratie que nous voulons écrire fondée sur la transparence, le débat et la responsabilité. Ces principes prévaudront dans l'action de la majorité parlementaire cimentée tant dans la collégialité de l'élaboration que de l'adoption du projet de loi de finances et du projet de loi portant sur le financement de la Sécurité sociale. A l'heure où chaque Française et chaque Français va décider de l'avenir de la nation, nous sommes convaincus de la force de nos solutions face à l'urgence des aspirations populaires. Ce sont elles qui ont rencontré l'adhésion et démontré leur efficacité dans les collectivités locales et d'abord dans les Régions.

Plus que jamais, le Président sortant et sa majorité en échec cherchent à diviser les catégories, à opposer les générations, à préserver les avantages de leurs clientèles. Depuis 2002, tout a été fait pour une minorité, tant a été accordé aux privilégiés ! Il est temps pour les citoyens qui aspirent au changement de se mobiliser : ouvriers, employés, salariés de la fonction publique comme du secteur privé, mais aussi artisans, commerçants, agriculteurs, entrepreneurs, créateurs, innovateurs, éco-citoyens, chercheurs, artistes, jeunes et seniors, doivent unir leurs votes, leurs énergies et leurs efforts pour vivifier et rassembler la France dans la justice. C'est avec eux que nous voulons construire. C'est pour eux que nous voulons agir.

I – D'abord, dominer la finance et réorienter l'Europe pour un monde plus solidaire

1) Reprendre la main sur le système bancaire

La finance doit être mise au service de l'économie et l'économie au service de l'humain. Citoyens, institutions, Etats : il est temps de reprendre le contrôle du système financier, d'en stopper les dérives et d'en réorienter les ressources.

En France, toute intervention de la puissance publique auprès des banques se traduira par un contrôle public et des contreparties : séparation des activités de dépôt / de financement de l'économie et des activités spéculatives, limitation de la rémunération des traders, interdiction des ventes à découvert, plafonnement des frais bancaires et encadrement du crédit revolving, maintien des lignes de crédit vers les ménages et les entreprises.

En Europe, nous agissons pour qu'une taxe sur les transactions financières de 0,05 % soit mise en oeuvre dans le but de réduire les déficits des Etats membres et de soutenir l'aide aux pays en développement afin qu'ils puissent lutter contre le réchauffement climatique. Nous plaiderons pour que l'Union européenne se dote d'une agence publique de notation sous l'égide de l'Eurogroupe et

pour que la zone Euro proscrive les liens de ses établissements bancaires et financiers avec les paradis fiscaux. Le secret bancaire doit être aboli dans l'ensemble européen, y compris au sein des pays qui vivent de l'évasion et de la fraude fiscales.

A l'échelle mondiale, la France et l'Union européenne mèneront une lutte acharnée pour la suppression des paradis fiscaux et l'interdiction des fonds spéculatifs (« hedge funds »), le renforcement des « ratios prudentiels » et leur extension à l'ensemble du secteur financier, le déploiement des organes de contrôle et de supervision.

2) Doter l'Europe d'une stratégie offensive et défensive dans la mondialisation

L'automne 2011 a consacré l'affaiblissement de l'Europe parmi les puissances du globe. Au sommet de Bruxelles, en pleine tourmente des dettes souveraines, elle s'est tournée vers la Chine pour abonder son Fonds de stabilité financière (FESF). Au G20 à Cannes, incapable de parler d'une même voix, c'est en présence du Président des Etats-Unis d'Amérique qu'elle s'est réunie. Nous sommes profondément pro-européens. C'est pourquoi, avec tous les progressistes du continent, nous disons que rien n'est possible sans l'Europe, mais que rien ne sera possible avec l'Europe telle qu'elle va. La prochaine législature contribuera à un nouveau souffle européen.

Face aux agressions des spéculateurs, les Européens doivent agir ensemble. Le FESF se déploie trop lentement, son plafond évolue de façon chaotique et les montants qui lui sont affectés semblent insuffisants pour dissuader durablement la spéculation – l'exemple grec l'a prouvé. Nous voulons repenser le rôle et les missions de la Banque centrale européenne (BCE) afin de l'autoriser à racheter des emprunts d'Etats et donc de monétiser les dettes, mais aussi à émettre des euro-obligations pour financer les investissements du futur (réseaux et infrastructures de transports, d'énergie, de santé...). Ainsi, assainissement des comptes publics, relance économique et transition écologique seront conciliés.

L'Union européenne doit renouer avec sa promesse fondatrice : investir dans l'avenir et protéger les peuples. Face aux marchés financiers, loin de la passivité des dirigeants conservateurs, nous agirons pour relancer et réorienter l'Europe. En plaidant pour des politiques communes ambitieuses : conversion écologique génératrice d'emplois verts, Communauté européenne des énergies, politique industrielle partagée, Politique agricole rénovée. En engageant l'indispensable harmonisation fiscale, avec une assiette commune et un taux minimum d'impôt sur les sociétés, et la nécessaire convergence sociale par le haut, avec l'instauration d'un salaire minimum tenant compte de la réalité économique et sociale nationale. En dotant l'Union d'un euro stable et justement évalué : la monnaie unique doit favoriser l'industrie européenne et sa mutation écologique, non l'affaiblir face aux Etats-Unis, à la Chine, l'Inde ou la Corée du Sud. C'est le sens d'une politique de change menée par la BCE sous l'impulsion d'un Eurogroupe renforcé, prélude à un véritable

gouvernement économique de l'Europe. En défendant les valeurs et les intérêts des Européens dans les instances multilatérales : nous y affirmerons avec force l'exigence d'un nouveau panier des monnaies favorable au développement et décourageant la spéculation d'une part, d'autre part le principe de réciprocité commerciale dans les échanges afin que les entreprises et les pays qui souhaitent vendre leurs productions en Europe respectent les normes sanitaires, sociales et environnementales en vigueur dans l'Union. De même, nous ferons du renforcement des liens avec l'Afrique une priorité : les deux rives de la Méditerranée ont vocation à relever ensemble les défis de la sécurité alimentaire, du changement climatique, de l'accès à l'eau, de la transition énergétique, des migrations, de la défense des libertés et des droits. Tournons la page du funeste discours de Dakar prononcé par le Président sortant !

L'Europe doit se donner les moyens d'agir avec réactivité et efficacité. Nous plaidons pour l'augmentation du budget communautaire avec la création de nouvelles ressources propres : outre la taxe sur les transactions financières et l'émission d'eurobonds pour des euro-projets, la France proposera à ses partenaires l'instauration d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe. Quant aux institutions, elles ne sont pas adaptées à la course de vitesse engagée entre la sphère politique et les marchés. Le sursaut pour les peuples européens passe par un renforcement du fédéralisme pour les Etats européens, c'est-à-dire une intégration budgétaire et une coopération économique accrues au sein d'un groupe pionnier d'Etats euro-volontaires. Cette évolution ne se fera pas contre la démocratie, mais par elle : les parlements nationaux devront être régulièrement consultés et les prérogatives du Parlement européen renforcées face à la Commission. Plus que jamais, l'Europe a besoin de la fraternité et de la solidarité franco-allemandes. En janvier 2013, nous célébrerons le 50ème anniversaire du Traité de l'Elysée qui cimentait l'unité entre nos deux nations. Aujourd'hui, à elles deux, elles forment le troisième PIB mondial : mettons cette puissance au service d'un nouveau modèle pour sortir de la crise. 2012 en France, 2013 en Allemagne : seules les réponses de la gauche et des écologistes permettront un nouveau départ pour l'Europe.

3) Promouvoir un multilatéralisme rénové et durable

Nous voulons une France et une Europe qui s'engagent résolument pour le développement humain, une gestion durable des ressources, la résolution des conflits, la lutte contre le terrorisme par les moyens modernes respectueux du droit.

Avec l'émergence de nouveaux acteurs dans le concert des nations, les règles du jeu mondial doivent être repensées. Il est vital que les échanges économiques soient soumis aux exigences sociales et environnementales. La France plaidera pour une réforme profonde des institutions internationales visant à garantir les droits fondamentaux des citoyens de la planète et une meilleure répartition des richesses mondiales. Force d'impulsion, elle portera l'Aide Publique au

Développement à 1 % du PIB d'ici à la fin de la législature. Les décisions des organismes financiers internationaux (FMI, Banque mondiale, OMC) doivent être soumises aux textes et conventions de l'ONU, de l'OIT, de l'OMS, de l'UNESCO et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La France fera des propositions précises pour réformer et démocratiser l'ONU afin qu'elle structure un ordre juridique et normatif global : siège européen, suppression du droit de veto, meilleure représentativité des pays du Sud au sein du Conseil de Sécurité, renforcement du rôle des ONG. Les débats du G8 et du G20 seront réorientés vers les enjeux financiers, monétaires et commerciaux dans le but de substituer le juste échange au libre échange. Nous agirons pour faire reconnaître et respecter le droit à la souveraineté alimentaire, ainsi que la diversité culturelle et linguistique : à cet égard, nous redonnerons à la Francophonie les égards et les moyens qu'elle mérite.

Dans un monde instable, la France doit être un acteur de la paix. Elle inscrira ses interventions dans le droit international, le respect des résolutions de l'ONU, la protection des populations civiles et de nos ressortissants à l'étranger. Nous retirerons les troupes françaises d'Afghanistan d'ici fin 2012 et notre pays contribuera à un règlement politique et régional du conflit sous l'égide de l'ONU. La République française reconnaîtra l'Etat de Palestine et défendra le droit de l'Etat d'Israël à vivre en sécurité. Avec l'Union européenne, elle mettra tout en oeuvre pour le règlement du conflit israélo-palestinien dans le cadre du droit international. Pour être écouté, il faut être exemplaire : aussi mettrons-nous fin aux pratiques de la « Françafrique ». Nous agirons, par des moyens de renseignement humains et techniques, pour la protection du territoire dans le respect du droit et nous lutterons contre les origines du terrorisme au Sahel ou dans le Golfe. Enfin, parce que l'initiative du Président Obama est une opportunité historique, sans remettre en cause la légitimité d'une dissuasion nationale indépendante tant que perdurent d'autres arsenaux, la France dira sa disponibilité pour une négociation en vue d'un désarmement nucléaire universel, graduel, négocié et contrôlé. Nous évaluerons les effets concrets de la réintégration de la France dans l'OTAN et plaiderons pour la constitution d'un pilier européen de la défense.

Dès l'entame de la mandature, la France agira pour la réussite de la Conférence mondiale des Nations Unies sur le développement durable. 20 ans après le Sommet de la Terre à Rio en 1992, le rendez-vous de juin prochain est décisif. L'honneur de l'Europe sera de faire accepter un traité international juridiquement contraignant pour l'après-Kyoto. Nous proposerons l'élaboration d'un « mémorandum européen Rio +20 » appelant, entre autres, à la création d'une Organisation mondiale de l'environnement (OME) basée sur Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et dont le siège soit établi en Afrique. La France plaidera pour l'accélération de la transition vers une économie verte et la mise en place d'un régime international plus contraignant pour les produits chimiques. A Rio, la stratégie énergétique de la nation sera solennellement précisée.

Une autre politique migratoire doit être engagée à tous les échelons. Dans la mondialisation, les

migrations sont un phénomène planétaire. Dès lors, la question posée aux responsables publics est : comment les organiser pour en faire un atout du développement ? Plutôt que d'y répondre, le Président sortant et sa majorité n'ont cessé d'exploiter les peurs et de stigmatiser les étrangers : à cet égard, le discours de Grenoble et la mise en cause des Roms sont une tâche indélébile sur le sarkozysme. Nous proposons une approche républicaine, européenne, humaine des flux migratoires. Elle repose sur un devoir de vérité : la France et l'Europe ont besoin d'une immigration légale pour se construire. Les règles doivent être claires, stables, respectueuses des personnes et du droit : nous proposons qu'elles fassent l'objet d'une conférence de consensus associant l'ensemble des acteurs concernés, notamment les associations. Quant aux moyens, ils doivent être mobilisés avec nos partenaires européens et en lien avec les pays d'origine. Sur ces bases, pour en finir avec l'instrumentalisation à usage électoral de l'immigration, nous réformerons le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) et nous abrogerons les lois d'exception, du délit de solidarité et des restrictions à la vie privée et familiale, nous mettrons en oeuvre un processus de régularisation notamment pour les travailleurs étrangers et les parents d'enfants scolarisés sur la base de critères transparents et fixés par le Parlement, à encourager l'accueil d'étudiants étrangers qui sont une chance pour le rayonnement de la France et de son enseignement supérieur, à favoriser l'accueil et l'intégration des migrants en explicitant les droits et les devoirs, à lutter avec détermination contre les réseaux d'immigration illégale et les « marchands de sommeil », mais aussi à mobiliser l'Union européenne pour un développement solidaire (sanctuarisation du droit d'asile, pacte solidaire avec les pays d'émigration). Le droit de vote et l'éligibilité aux élections locales seront accordés aux étrangers résidant en France depuis cinq ans et plus.

II – Imaginer un nouveau modèle économique, social et écologique

1) Produire autrement

La France ne pourra maintenir son rang ni son système de protection sociale si elle abandonne la production. Or, depuis 30 ans, deux millions d'emplois industriels ont disparu et le nombre comme les revenus des paysans se sont effondrés. Dans le même temps, de nouvelles nations émergent qui fondent leur croissance sur l'épuisement des matières premières et des ressources naturelles. Ici comme ailleurs, nous vivons l'épuisement d'un hyper-productivisme oublieux des fins humaines. Ici comme ailleurs, les femmes et les hommes aspirent à une autre logique. Elle suppose de réconcilier production et préservation, de revaloriser le travail et de créer des emplois pour tous, de soutenir les entreprises en reconversion, d'orienter les capacités de formation, de recherche, d'innovation pour inventer les nouvelles façons de fabriquer, consommer, acheminer.

La croissance, mais de quoi ? S'il s'agit de la croissance du chômage des jeunes et des seniors, de

la précarité au travail ou des inégalités entre petites et très grandes entreprises, croître est le contraire de se développer. C'est pourquoi, sur la base du rapport de la Commission Stiglitz, nous établirons un nouvel indicateur de développement humain. Outre les critères économiques traditionnels d'évaluation du PIB, il mesurera la cohésion sociale (inégalités de revenus, accès au logement et à la santé, services publics), d'émancipation individuelle (accès aux études supérieures) et de préservation écologique (recyclage des déchets, qualité de l'air et de l'eau). Les conclusions pertinentes du Grenelle, édulcorées ou sabotées par les gouvernements UMP successifs, feront l'objet d'une mise en œuvre effective. La « gouvernance à 5 » sera étendue à la gestion d'organismes chargés de la protection environnementale (éco-emballages, etc.)

Soutenir notre industrie tout en accélérant sa conversion écologique est une urgence nationale.

La réduction des activités polluantes et la croissance de l'emploi – en particulier dans les secteurs liés à la transition environnementale et énergétique de l'appareil productif – sont une même ambition. Le rôle de la puissance publique, et d'abord de l'Etat stratège, est de favoriser cette transformation. Dès lors, la sauvegarde et la modernisation de notre outil industriel, scientifique et technologique est impérieux : pas d'innovation sans base productive existante. Nous encouragerons les filières d'avenir – énergies nouvelles, mobilités durables, agro-ressources et éco-construction, santé et biotechnologies, contenus culturels et télécommunications, prévention des pollutions (pesticides, rejets industriels) et des risques, etc. – et nous développerons une politique de formation et de reconversion des travailleurs des secteurs concernés. Nous inciterons, par la fiscalité notamment, les relocalisations d'activité, ainsi que l'éco-conception et l'éco-labellisation des process industriels. Une Banque publique d'investissement, mutualisant l'ensemble des moyens de financement des entreprises, permettra de consolider leurs fonds propres pour qu'elles grandissent, innovent, exportent. Elle sera déclinée sous forme de fonds régionaux, en lien avec les Régions et les intercommunalités, les pôles de compétitivité, les clusters d'entreprises. Une agence des PME y sera organisée. Ses financements seront prioritairement orientés vers la transition écologique de l'économie et seront démultipliés par des dotations budgétaires annuelles, le livret Développement Durable élargi et par des emprunts à bas taux auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI). Parce que le temps n'est plus à l'expérimentation, une loi-cadre organisant le développement du tiers secteur d'économie sociale et solidaire sera votée. Au total, ces évolutions profondes favoriseront la création de 600 000 emplois verts dans l'isolation thermique, les énergies renouvelables, les infrastructures et les équipements ferroviaires, les transports en commun, l'agriculture biologique. Dans le même temps, nous agissons pour réparer les dégâts humains et territoriaux de la désindustrialisation : en faisant entrer la puissance publique au capital des entreprises viables ou sur un secteur stratégique en proie à des difficultés conjoncturelles, en instaurant un principe « délocaliseur-payeur » pour revitaliser les sites et reclasser les personnes, en

conditionnant les fonds accordés (maintien et création d'emplois, réduction des émissions de CO₂, plan de formation, prévention des maladies professionnelles), en facilitant l'accès de la commande publique aux PME, en favorisant la reprise d'activité par les salariés.

Le temps est venu d'une nouvelle ambition pour l'agriculture et pour la pêche. La France n'est plus la première puissance agricole d'Europe et 20 000 exploitations ferment chaque année. Ce sont autant de drames humains et de pertes économiques. Le Président sortant a affiché son renoncement lorsqu'il a lancé au Salon de l'agriculture : « l'environnement, ça commence à bien faire ». Contrairement à la droite, nous disons la vérité : l'avenir n'est pas dans le productivisme intensif et dévoreur de pesticides. Une telle voie est une impasse pour les agriculteurs eux-mêmes – pour leurs revenus comme pour leur santé – et pour les consommateurs. Bien sûr, changer la donne relève largement de la régulation internationale : inscription du droit à la souveraineté alimentaire dans la charte des Nations unies et promotion d'une agriculture familiale autonome et vivrière dans les pays en développement seront deux revendications de la France dans les discussions multilatérales. En Europe, c'est la refonte de la PAC qui imposera la mobilisation du nouveau Gouvernement français et de sa majorité : redistribution des aides plus équitables et abaissement de leur plafond, indépendance protéinique de l'Union européenne, réévaluation de l'aide aux petites fermes dans le cadre de la convergence des aides, conditionnalité de l'accès à la ressource et aux aides publiques (impact environnemental, consommation de carburant et rejet de CO₂, création d'emploi, respect des conventions internationales – par exemple sur la sécurité et le statut des marins, la préservation des ressources, etc). Mais la France ne saurait attendre les évolutions extérieures pour agir ! Nous lancerons un débat national sur l'agriculture, la pêche et l'alimentation dès 2012 en vue d'une loi d'orientation agricole débattue au Parlement en 2013. L'un des premiers actes de la législature garantira le pluralisme syndical dans les inter-professions, condition d'un large débat démocratique. Aucun enjeu ne sera occulté : réforme des soutiens publics en faveur de l'emploi et de l'environnement, aide à l'installation agricole, refonte de la gestion foncière, relocalisation de l'agriculture favorisant les productions de proximité en lien avec les collectivités locales, soutien à l'agriculture paysanne et biologique pour atteindre les 20% de la SAU en bio, lutte à la source contre les algues vertes, revalorisation de l'enseignement agricole, soutien à la pêche artisanale et nouvelles zones protégées pour les poissons en milieu marin, soutien à la conversion vers une pêche écologiquement soutenable et économiquement viable, création d'un ministère de la Mer, suppression des politiques de soutien aux agrocarburants qui empiètent sur la production alimentaire. Nous agissons pour stopper l'érosion de la biodiversité en rendant opposables les trames vertes et bleues et restaurer notre patrimoine naturel.

2) Travailler tous, travailler mieux

Depuis dix ans et pour les prochaines années, l'UMP prône la course à la baisse des coûts. C'est une triple faute qui précarise les salariés, plombe les finances publiques, dissuade les entreprises de s'orienter vers les activités d'avenir et éco-responsables. Nous proposons une autre démarche fondée sur l'innovation et la qualité, seul chemin pour un développement durable et riche en emplois.

Tout doit être engagé pour combattre le chômage des jeunes et des seniors. Nous renforcerons le rôle des Régions dans la définition et la mise en oeuvre des politiques d'emploi et de formation des jeunes. Nous encouragerons la création d'emplois d'avenir sur le modèle des emplois tremplins régionaux dans les secteurs de l'innovation sociale et environnementale. Nous revaloriserons l'enseignement professionnel et les métiers industriels ou agricoles. Nous lutterons contre le décrochage des 150 000 jeunes qui quittent chaque année le système scolaire sans qualification, formation ou emploi. Nous lutterons activement contre les stages abusifs. A l'autre bout des âges, moins d'un salarié âgé de 59 ans sur dix a un emploi. Il est temps de prendre à bras le corps ce gâchis économique et sociale ! De nouvelles solutions doivent être initiées : l'obligation de négocier les accords de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) tous les trois ans dans les entreprises de plus de 300 salariés, le développement du tutorat car l'expérience est un atout, l'interdiction du travail de nuit et des tâches physiques pour les travailleurs de plus de 55 ans.

L'amélioration de la qualité au travail est une condition du dynamisme économique. Contrairement à la droite, nous ne pensons pas que des salariés pressurés et mis en concurrence rendent l'entreprise plus compétitive. Au contraire, se rendre au travail la boule au ventre, être soumis à des horaires ou des cadences impossibles, voir ses droits rognés peu à peu, sont autant de facteur de dégradation du travail, donc de la performance de l'économie. Durant la prochaine législature, plusieurs décisions interviendront pour inverser la tendance : redonner toute sa force à la négociation collective et rétablir la hiérarchie des normes, permettre la présence des salariés et de leurs représentants dans les instances de décision et de rémunérations des grandes entreprises, réformer la médecine du travail et renforcer les CHSCT, soutenir les moyens de l'inspection du travail, conditionner les exonérations de cotisations sociales à des conditions de travail décentes (recours au CDI, accords salariaux, encadrement de la pratique des stages, etc.)

La bonne performance, c'est aussi prendre en compte les temps de la vie. Nous annulerons les mécanismes ayant dégradé la bonne application des 35 heures : suppression des allègements de cotisation sur les heures supplémentaires, remise en cause du repos dominical, extension du forfait jour au mépris des recommandations du comité européen des droits sociaux. Nous organiserons une conférence sociale réunissant l'Etat, le patronat et les organisations syndicales pour remettre à plat la contre-réforme Sarkozy-Fillon des retraites afin de garantir de manière durable le système par répartition : pour toutes celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt ou qui ont exercé des

métiers pénibles, l'âge légal de départ à 60 ans et à taux plein sera rétabli ; la pénibilité, les carrières incomplètes et l'espérance de vie liée aux parcours professionnels seront prises en compte ; le financement sera assuré grâce notamment à la contribution des revenus du capital, ainsi que des établissements bancaires et financiers. Nous créerons une sécurité sociale professionnelle avec un compte-temps formation pour permettre à chacun de reprendre des études, prendre un temps sabbatique, rebondir après un licenciement ou progresser professionnellement. Le rééquilibrage des temps de vie, comme les rémunérations et la qualité de vie au travail, sera remis à l'agenda social avec les organisations syndicales.

L'égalité femmes-hommes est notre cause. Malgré les dispositifs juridiques et les politiques publiques sur cette question, l'accès des femmes à l'emploi, à l'égalité salariale et aux responsabilités, reste marqué par des discriminations importantes. Nous mènerons une action résolue pendant toute la mandature pour faire passer l'égalité femmes-hommes du droit à la réalité des situations.

3) Rendre l'impôt plus juste, plus citoyen, plus écologique

La dette publique est le fléau que N. Sarkozy lèguera à la France. Au terme de son quinquennat, elle sera alourdie de 700 milliards d'euros et la Sécurité sociale aura accumulé 135 milliards de déficits. Rembourser la charge de ses intérêts est devenu le premier budget du pays devant l'Education nationale, ce qui prive notre pays des marges d'action pour faire redémarrer l'économie et engager sa conversion écologique. Cette spirale est d'autant plus choquante qu'elle s'est opérée sur fond d'injustice : depuis 2002, les cadeaux aux clientèles UMP se chiffrent à 75 milliards d'euros de manque à gagner pour les finances publiques. La stratégie de redressement que nous engagerons avec l'objectif d'un retour à l'équilibre en 2017 ne se fera pas au détriment de l'activité. Elle exigera un effort qui ne sera consenti que parce qu'il sera juste. La réforme de la fiscalité sera engagée dès l'entame de la mandature et elle obéira à deux principes : chacun contribuera selon ses moyens et les revenus du capital seront soumis au même barème d'imposition que les revenus du travail.

La fiscalité sera plus équitable car plus progressive. Pour les ménages, à travers le rapprochement de l'impôt sur le revenu et de la CSG qui fera reposer l'effort sur les revenus les plus élevés. Pour les entreprises, grâce à l'allègement de l'impôt sur les sociétés pour celles qui investissent, tandis qu'un relèvement du taux pénalisera celles qui distribueront leurs profits. Pour les collectivités locales, avec une révision de la fiscalité assurant la péréquation entre et parmi les territoires. Nous reviendrons au barème de l'impôt sur la fortune d'avant 2007 et nous réformerons la fiscalité sur les grosses successions. Les niches fiscales et sociales seront remises à plat afin d'évaluer leur efficacité économique, sociale et environnementale : ainsi, elles ne seront plus un refuge pour les privilégiés désireux d'échapper à la contribution à l'intérêt général. Dans l'attente du déploiement de la réforme,

les revenus extravagants seront soumis à une tranche d'impôt sur le revenu exceptionnelle.

La fiscalité sera plus lisible, donc plus citoyenne : ce sera, entre autres, l'apport du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu unifié et progressif, ainsi que de son adaptation aux évolutions de carrière et de vie.

La fiscalité sera plus écologique. Une nouvelle assiette sera créée pour les cotisations sociales qui favorise la production et l'emploi et qui dissuade la pollution et la consommation d'énergie. Nous mettrons en oeuvre une contribution climat-énergie (36 euros la tonne en 2012, 56 euros en 2020), mobiliserons l'épargne de long terme pour financer les investissements verts, examinerons les modalités d'une TVA éco-modulable dans le cadre européen.

III – Faire de la transition énergétique une urgence et une chance

Pour faire face au dérèglement climatique et à l'épuisement des ressources naturelles, nous considérons urgent d'accélérer la transition énergétique de notre pays afin de construire un modèle de développement à la fois plus sobre dans l'utilisation des ressources et plus diversifié dans ses sources de production de chaleur et d'électricité. Obligatoire, la transition énergétique n'en constitue pas moins une chance exceptionnelle pour la France : elle impose en effet de développer des filières industrielles dans des secteurs d'avenir, créatrices de richesse et d'emplois, mais également de faire émerger de nouvelles manières de produire et de consommer, et donc de nouveaux métiers, comme par exemple dans la rénovation thermique des bâtiments.

Dans le même temps, l'accident de Fukushima nous oblige à hausser encore notre niveau d'exigence en matière de sûreté du parc nucléaire. Sur ce sujet, aucun compromis n'est possible, aucune imprécision n'est tolérable. Il faudra également diversifier nos sources d'énergies et réduire la part actuellement écrasante du nucléaire (plus de 75% aujourd'hui) dans le mix électrique français.

Pour ce faire, nous organiserons un grand débat public, sur la base d'expertises représentant la diversité des opinions et des travaux sur les scénarios énergétiques et leur évaluation économique, pour associer l'ensemble des parties prenantes à la mise en oeuvre des engagements pris devant les Français. Une loi-cadre sur la transition énergétique sera ensuite soumise à la discussion parlementaire avant l'été 2013.

Notre politique énergétique sera fondée sur les trois axes suivants :

1) Donner la priorité à l'efficacité énergétique

Nous établirons un plan national d'efficacité énergétique dans l'ensemble des secteurs de l'économie (industrie, résidentiel – dont appareils électroménagers -, transports, agriculture, etc.), qui permettra de rationaliser les multiples dispositifs à l'œuvre aujourd'hui et mobilisera tous les leviers (réglementation, fiscalité, formation) visant notamment à réduire la consommation d'électricité. La rénovation énergétique des bâtiments sera un pilier essentiel de ce plan national. A cet égard, nous renforcerons la dynamique engagée dans le cadre du plan bâtiment Grenelle en portant le rythme des rénovations BBC à un million de logements par an avec priorité à l'éradication de la précarité énergétique et la rénovation des immeubles les plus énergivores. Un effort massif sera fait sur les bâtiments tertiaires. Une tarification progressive de l'électricité et du gaz permettra le droit effectif de tous aux services énergétiques de base, tout en luttant contre les gaspillages. Nous traiterons efficacement de la question des « pertes d'énergie en ligne », notamment en rapprochant la production de la consommation.

2) Rééquilibrer la production française d'électricité en faveur des énergies renouvelables

Nous réduirons la part du nucléaire dans la production électrique de 75% aujourd'hui à 50% en 2025 et engagerons :

- Un plan d'évolution du parc nucléaire existant prévoyant la réduction d'un tiers de la puissance nucléaire installée par la fermeture progressive de 24 réacteurs, en commençant par l'arrêt immédiat de Fessenheim et ensuite des installations les plus vulnérables, par leur situation en zone sismique ou d'inondation, leur ancienneté et le coût des travaux nécessaires pour assurer la sécurité maximale. Cette évolution intégrera les évaluations de l'ASN et de l'IRSN ainsi que le nécessaire équilibre offre-demande.
- Une révision de la politique industrielle de l'Etat français concernant les réacteurs de troisième génération mettant au cœur de notre nouvelle stratégie les questions de sûreté, d'intérêt économique et énergétique. Dans ce cadre, le projet d'EPR de Penly, qui n'est pas aujourd'hui justifié tant du point de vue industriel qu'énergétique, sera abandonné. Nos formations prennent acte de leur désaccord sur l'avenir du chantier de l'EPR de Flamanville.
- Aucun nouveau projet de réacteur ne sera initié.
- La création d'une filière industrielle française d'excellence concernant le démantèlement des installations nucléaires. Pour ce faire, nous créerons un institut international de formation au démantèlement des installations nucléaires.

- Un acte II de la politique énergétique sera organisé d'ici la fin de la mandature pour faire l'examen de la situation et des conditions de la poursuite de la réduction de la part du nucléaire.

Nous renforcerons les garanties de sûreté du parc nucléaire français et engagerons :

- Une réduction progressive de la sous-traitance et une révision du recours à celle-ci dans les activités d'opérations et de maintenance des installations visant à garantir le plus haut niveau de sûreté du parc en exploitation et à veiller au respect des droits sociaux des travailleurs du nucléaire.

- Une reconversion à emploi constant de la filière du retraitement et de fabrication du MOX, et des moyens de stockage des différents types de déchets notamment le laboratoire de Bure, en centres d'excellence du traitement des déchets et du démantèlement.

- Le financement des charges futures (démantèlement et déchets) sera réformé afin d'en garantir l'effectivité. L'organisation de la sûreté nucléaire sera renforcée et revue afin d'y inclure l'expertise contradictoire et internationale. Les citoyens devront être régulièrement informés et associés à cette démarche.

- Une stratégie nationale et interrégionale pour la reconversion et l'aménagement des territoires concernés par la fermeture des installations sera mise en place

Nous assurerons la montée en puissance des énergies renouvelables sans exclusive

Le régime de soutien aux énergies renouvelables sera remis à plat (régime administratif, tarifs et conditions d'achat, autres systèmes de soutiens, droit et moyen de participation citoyenne à l'investissement, etc.) pour soutenir leur développement et la R&D des technologies les plus prometteuses (éolien offshore flottant, photovoltaïque de troisième génération, agrocarburants à base d'algues, etc.) et pour inciter au déploiement des ENR, proches de la compétitivité. Nous accélérerons la recherche sur le stockage de l'électricité.

La recherche publique (notamment l'activité du CEAEA) sera réorientée prioritairement vers l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, leur intégration dans le réseau et les moyens de stockage, ainsi que vers la maîtrise du risque nucléaire (sûreté, déchets, démantèlement).

Nous réexaminerons les conditions de gouvernance du secteur énergétique. Le secteur de l'énergie reviendra au sein du grand ministère du développement durable. Un bilan exhaustif des réformes nationales et européennes sur la libéralisation du secteur sera tiré afin d'en corriger les défauts au vu de nos objectifs de politique énergétique. Les réseaux de transport et de distribution, séparés des

activités de production et commercialisation, seront gardés sous maîtrise publique. Leur évolution vers des réseaux plus intelligents sera encouragée sous tous ses aspects pour améliorer les services délivrés, maîtriser les coûts, intégrer une part croissante d'ENR et optimiser l'équilibre offre-demande aux différentes échelles. Il s'agira aussi de décentraliser en donnant un réel pouvoir aux autorités locales et territoriales et favoriser les stratégies et politiques locales de l'énergie

La France agira enfin pour que l'Union européenne porte son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020 à 30%. Elle adaptera son plan national de lutte contre le dérèglement climatique en ce sens, et son plan national d'adaptation pour qu'il intègre l'ensemble de la mutation climatique et énergétique. Elle respectera ses engagements internationaux en matière de solidarité climatique et énergétique. L'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels (gaz et huiles de schiste) seront interdits, les permis en cours seront abrogés et les importations découragées.

3) Réussir la révolution des transports

Nous investirons massivement dans les transports collectifs avec la création de « France Infrastructures » et adopterons un plan pluriannuel de financement en ce sens, grâce à des ressources nouvelles, y compris pour les transports urbains et les TER.

Nous réviserons la « LOTI » pour donner aux pouvoirs publics un vrai rôle d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable avec schémas régionaux prescriptifs et nous fixerons plusieurs objectifs : diminution de la place de la voiture en ville ; mise en place d'une politique national vélo ; développement du FRET ferroviaire et fluvial; bonus-malus et rééquilibrage de la fiscalité des carburants pour accélérer la dépollution et réduire la puissance des véhicules ; soutien à la conversion de l'industrie automobile vers les véhicules non polluants. Nous examinerons tous les projets d'infrastructure planifiés et financés par l'Etat (aérien, ferroviaire, routier), notamment inscrits au sein du Schéma national des infrastructures de transports (SNIT) sur la base de critères de moindre impact environnemental et énergétique, de meilleure efficacité des fonds publics, du droit à la mobilité du plus grand nombre, du renforcement des proximités, lutte contre l'étalement urbain. Dans ce cadre, nous prenons acte d'un désaccord entre nos formations politiques sur l'opportunité de l'aéroport de Notre Dame des Landes.

IV – Améliorer la vie quotidienne des Français et préparer l'avenir de notre jeunesse

1) Faire de l'éducation la priorité nationale et du savoir le levier du redressement

Toutes les évaluations et les comparaisons internationales décrivent un système éducatif français déclinant, une école en panne, socialement ségrégative. 20 % d'une génération quitte l'école sans aucun diplôme de l'enseignement secondaire. 40 % des jeunes privés d'études supérieures sont au chômage trois ans après la sortie du système scolaire. Apprentissage de la citoyenneté, transmission des connaissances, préparation à la vie professionnelle, **formation à la coopération tout autant qu'à la compétition** : c'est à l'école qu'un pays prépare son avenir. Elle doit redevenir le premier sujet, le premier projet, le premier budget de la République. Elle sera notre grande cause nationale.

Après une décennie d'abandon et de stigmatisation, l'école est à reconstruire. Dès 2012, sur la base d'une négociation globale avec les organisations syndicales, nous engagerons un plan pluriannuel de recrutement de professionnels – enseignants, conseillers d'éducation et d'orientation, médecins scolaires, assistants sociaux, surveillants – prioritairement destinés à ceux à ceux qui en ont le plus besoin : école primaire et zones d'éducation prioritaire. Nous revaloriserons le métier d'enseignant par une nouvelle formation pratique initiale et continue.

Bâtir l'école du 21ème siècle suppose de repenser son organisation et ses missions. Dix ans de politiques incohérentes, de programmes déconnectés du socle, de diminution du nombre de jours de classes dans le primaire, d'atteinte à la formation pratique des professeurs ont abîmé l'école et accru les inégalités. L'acquisition d'un socle commun de savoirs et de compétences (lire, écrire, compter, cliquer) doit redevenir la vocation première de l'Education nationale. La personnalisation des réponses éducatives avec des pédagogies différenciées et une refonte des rythmes scolaires pour alléger les journées de travail et mieux les répartir dans l'année sera notre méthode. Une nouvelle sectorisation sera nécessaire pour en finir avec les inégalités territoriales.

Favoriser la réussite scolaire et universitaire de tous les jeunes, c'est garantir leur autonomie pendant la durée des études. Convaincus que la jeunesse est la richesse de la nation et l'espoir d'un monde différent, nous déploierons, au cours de la législature, un « parcours autonomie » pour sécuriser leur entrée sur le marché du travail. Pour que jeune soit soutenu dans l'élaboration et la concrétisation de son projet de vie, nous regrouperons les aides sociales existantes (aides au logement, bourses sur critères sociaux...) dans une véritable allocation d'études. Pour qu'il n'y ait plus un seul jeune de 16 à 25 ans sans formation ni emploi, nous créerons un droit à la qualification pour tous garanti par un compte formation individuel. Nous nous appuierons sur les schémas régionaux pour combler le retard en matière de logements universitaires et nous améliorerons l'accès des étudiants au parc privé. Pour qu'aucun jeune ne soit désormais interdit d'accès aux soins, nous développerons les « chèques santé » expérimentés dans plusieurs régions et nous étendrons la gratuité de la contraception au delà de 18 ans pour les jeunes privés de couverture maladie autonomie.

Nous donnerons une nouvelle ambition à l'enseignement supérieur. La réussite en premiers cycles universitaires sera notre priorité. Un objectif de la moitié d'une classe d'âge au niveau de la licence sera fixé en début de mandature. Nous renforcerons la pluridisciplinarité, personnalisons les parcours et améliorerons les conditions d'encadrement pédagogiques lors des trois premières années d'études supérieures. Pour rapprocher les filières et lutter contre les inégalités, nous engagerons l'intégration progressive des BTS et des classes préparatoires à l'Université que nous rapprocherons progressivement des Grandes Ecoles. Des Assises de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche seront organisées afin de réexaminer la loi LRU et de trouver les voies pour mieux garantir l'indépendance de la recherche.

Parce que nous considérons que le savoir ne s'arrête aux portes des études, nous ferons de la culture le moteur d'un nouveau projet de société. Nous engagerons un plan pour l'éducation artistique et culturel à tous les âges fondé sur l'expérimentation territoriale. Le service public de la culture aura notamment pour mission de valoriser la diversité culturelle. Tous les artistes et les salariés du secteur culturel sans exception doivent être soutenus et valorisés : le régime Unedic des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel sera réformé. Pour protéger la création tout en démocratisant l'accès à la culture, nous abrogerons la loi Hadopi au profit d'une approche qui assurera le financement des œuvres.

2) Renforcer le pouvoir d'achat

Combattre les injustices, lutter contre la précarité et la pauvreté, permettre à tous de vivre dignement, plus que jamais, ces impératifs sont les nôtres. Nous nous fixons comme objectif sur la mandature de renforcer le pouvoir d'achat des plus fragiles et des classes moyennes.

Alors que leur part dans la valeur ajoutée n'a cessé de chuter depuis 30 ans, nous mènerons une politique visant à améliorer les salaires. Une Conférence salariale annuelle tripartite (Etat, syndicats, patronat) aura vocation à établir un cadre général d'évolution des salaires pour orienter les discussions dans les branches professionnelles et les entreprises. Nous ferons appliquer la loi sur l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes : le maintien des exonérations de cotisations sociales sera conditionné à la conclusion d'accords salariaux. Nous engagerons le rattrapage du pouvoir d'achat du Smic et des minima sociaux.

Dans le même temps, nous mènerons une politique offensive sur les prix. Il n'est plus possible que tout augmente sauf les salaires et les pensions ! Parce que l'énergie est un bien essentiel qui doit être accessible à tous pour les besoins vitaux ou contraints, un tarif progressif pour l'eau, le gaz et l'électricité, différencié selon les usages, sera mis en place. Pour baisser la facture chauffage, un plan national de rénovation thermique des logements sera lancé dès 2012. Pour casser la spéculation qui éloigne de plus en plus de Françaises et Français hors des centres-villes, nous encadrerons par la

loi les loyers à la première location ou à la relocation. Pour que tous les Français puissent accéder aux biens de consommation élémentaires, nous encadrerons le prix de produits essentiels vendus dans les grandes surfaces à travers des conventions Etat-distributeurs et nous créerons un véritable « indice du coût de la vie » à partir d'un panier de biens représentatifs de la consommation des ménages pour palier les insuffisances du calcul actuel de la hausse des prix. Parallèlement, nous développerons, en lien avec les collectivités locales et les organisations agricoles, les circuits courts du producteur au consommateur local, à travers des mesures expérimentées avec succès par plusieurs régions et départements que nous dirigeons.

3) Permettre l'accès à la santé partout et pour tous

De plus en plus de Français renoncent à se soigner faute de moyens, l'hôpital public se dégrade et la désertification médicale s'aggrave. Les causes environnementales et des modes de vie de nombreuses maladies sont désormais prouvées. Il est temps de rendre plus juste, plus efficace et plus accessible notre système de soins.

Les inégalités de santé se combattent dès la petite enfance. Pour que la prévention soit au coeur de la politique de santé publique, nous consacrerons 1 % du budget des soins au terme de la mandature à la prévention primaire (éducation pour la santé, santé environnementale), à l'éducation dans l'entreprise (tâches pénibles, stress, exposition aux produits toxiques), à la promotion d'une alimentation équilibrée et à la prévention des addictions. Nous appliquerons le principe de précaution sur les champs électromagnétiques tout en rendant publics les réseaux et nous lutterons contre les OGM par leur interdiction sauf pour la recherche en espace confiné.

Pour qu'aucun Français ne soit mis en danger faute d'accès aux soins ou à un praticien près de son domicile, nous agirons contre les déserts médicaux et les déremboursements injustes. Les jeunes médecins seront incités à exercer dans une zone de santé prioritaire pendant les premières années à la sortie des études. Nous reviendrons sur les franchises médicales et le forfait à un euro. La prise en charge des soins dentaires et optiques sera améliorée.

L'hôpital public, sinistré par la droite, sera au cœur du système. Concurrence des structures privées, engorgement des urgences faute de permanences des soins en ville, manque de personnel, le risque est grand d'altérer la qualité de soins et d'accueil. L'hôpital sera mieux inscrit dans le parcours de soins, en réponse aux besoins de santé sur le territoire et articulé avec un système de soins de premier recours comme les Maisons de Santé que nous développerons. La politique aveugle de suppression d'emplois sera supprimée et le mode de financement revu pour remédier aux effets pervers de la tarification à l'acte (T2A).

Nous renforcerons l'action contre les lobbies pharmaceutiques.

Nous veillerons à la prise en charge solidaire de la perte d'autonomie : à cet effet, un droit à la

compensation des incapacités tout au long de la vie dans le cadre de la Sécurité sociale sera créée.

4) Rendre le logement accessible et durable, réinventer la ville

Pour nous, un toit est un droit. Dans le cadre d'une nouvelle approche de la ville, nous mènerons une politique globale de promotion de logements accessibles, diversifiés et durables.

Développer et réorienter l'offre de logement s'impose. Un objectif de construction de 500 000 logements par an dont 150 000 logements sociaux (dont 15 % à 20 % de logements très sociaux) sera fixé en début de mandature en BBC et promouvant les écomatériaux. Pour développer l'accès social à la propriété, nous ciblerons le prêt à taux zéro (PTZ) en direction des foyers les plus modestes. Les niches fiscales liées à l'investissement immobilier seront supprimées. La taxe sur les logements laissés vacants sera renforcée et la loi de réquisition systématiquement appliquée. Enfin, les ressources du Livret A seront réaffectées essentiellement à la construction de logements.

Pour gagner la bataille du foncier, nous renforcerons fortement les sanctions de la loi SRU et la part de logements sociaux à atteindre sera portée à 25 %. Les Etablissements publics fonciers à l'échelle régionale seront généralisés avec un suivi particulier des Plans locaux d'urbanisme.

L'accès à un logement décent quelles que soient ses ressources, sur l'ensemble du territoire, est au cœur de notre combat pour une vie digne. Nous mettrons en place un plan d'urgence pour reloger les 20 000 personnes prioritaires au DALO et pour augmenter de 50 % en cinq ans le nombre de places dans des structures d'hébergement. Dans un souci de justice, nous agirons pour que soient suspendues les expulsions pour les locataires de bonne foi.

Ces mesures pour le logement sont indissociables d'une vision nouvelle de la ville et d'abord de la banlieue : nous voulons faire des quartiers un atout pour la France. Après la finalisation des opérations ANRU actuelles, un second programme donnant toute leur place aux habitants sera orienté vers la qualité urbaine et une politique de réinvestissements urbains en faveur du désenclavement par les transports en commun, de la qualité des espaces et des équipements publics, des copropriétés et du parc social dégradé. Nous créerons des autorités organisatrices de la politique du logement et nous testerons de nouveaux modes d'habitat participatif grâce notamment à l'instauration d'un statut juridique de la coopérative d'habitants.

Nous définirons ensemble une politique nationale de réhabilitation et d'adaptation des foyers pour le jeunes salariés et les migrants.

5) Garantir le droit à la sécurité et à la justice, lutter contre les discriminations

Nous proposons une politique républicaine globale de tranquillité publique. Le sarkozysme est en

échec. La multiplication des textes législatifs, la stigmatisation de certaines catégories de la population, les promesses non tenues n'ont pas seulement accru l'insécurité qui touche nos concitoyens, elles ont affaibli notre pacte social et divisé les Français. Parce qu'elle génère du désordre, la politique UMP doit être stoppée.

Cela passe par un soutien au service public de la sécurité. Des zones de sécurité prioritaires seront créées pour mobiliser, le temps nécessaire, les services de police concernés par la lutte contre l'économie souterraine et les violences urbaines, en lien avec un magistrat du parquet désigné comme référent. Une police de proximité et des quartiers sera rétablie en place, présente au quotidien auprès des citoyens. Nous renforcerons la gouvernance locale des politiques de sécurité avec un rôle renforcé des élus et nous recentrerons les polices municipales sur leurs fonctions de tranquillité publique. Dans une approche républicaine, nous renforcerons également le contrôle parlementaire des services de renseignement, l'encadrement des sociétés privées de sécurité et la formation obligatoire de leurs personnels. .

Parce que la chaîne pénale est un tout, la justice aura les capacités de remplir sa mission. Nous revaloriserons progressivement son budget au cours de la mandature. Dans le souci d'assurer l'égalité d'accès à la Justice sur tout le territoire, nous réviserons la carte judiciaire de proximité.

Efficacité des sanctions ne rime pas avec tout-répression. C'est pourquoi nous abrogerons les lois indignes du sarkozysme sur les peines planchers et la rétention de sûreté. Nous développerons l'application de sanctions diversifiées contre le recours systématique à l'emprisonnement qui est devenu un des principaux facteurs de récidive. Une réforme de la garde à vue sera lancée. L'humanisation des conditions de vie dans les prisons et l'accompagnement à la réinsertion seront au coeur de notre politique pénitentiaire.

La promesse républicaine, c'est l'égalité réelle des citoyens. Nous lutterons donc sans relâche contre toutes les formes de discriminations dont sont victimes trop de personnes, notamment à l'embauche et pour l'accès au logement, pour leur couleur de peau, leur sexe ou leur patronyme, pour leur handicap, pour leur orientation sexuelle ou leur choix de vie familiale. L'arsenal juridique sera complété et les sanctions renforcées. Un programme d'accompagnement et de formation des acteurs des secteurs public et privés (enseignants, policiers et magistrats, recruteurs et DRH) sera créé. Un système d'attestations remises par les policiers lors des contrôles d'identité, en lien avec les organisations professionnelles, sera expérimenté. Une loi permettra l'ouverture du mariage et de l'adoption à tous les couples, l'égalité de l'accès à l'adoption et aux techniques de procréation médicalement assistée et l'élargissement de la délégation d'autorité parentale.

6) Défendre et développer les services publics

Alors que les défis du pays appellent une intervention publique efficace et renouvelée, la droite continue de tailler indistinctement dans les budgets de fonctionnement et les dépenses d'investissement. Elle s'en prend aux services publics avec les privatisations (La Poste), les suppressions de postes (RGPP et non remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans l'éducation, la police, la gendarmerie, l'hôpital, à Pôle emploi, etc.), et avec les contre-réformes des cartes scolaire, judiciaire, hospitalière et militaire. Il faut rompre avec cette logique absurde qui aboutit à l'abandon de certains territoires par l'Etat sans faire aucune économie.

La RGPP aveugle sera abandonnée au profit d'une politique concertée de redéploiements et de modernisation, s'appuyant sur l'expertise des élus locaux et des services de l'État. Pour rendre la dépense publique plus performante, nous nous attaquerons en priorité aux doublons qui perdurent entre les services déconcentrés de l'Etat et les services décentralisés. Nous lancerons une « revue des missions » intégrant les politiques publiques confiées aux collectivités territoriales. La défense des services publics se joue aussi à l'échelon européen. Après des années de directives sectorielles de libéralisation dans l'énergie, les transports et la poste, nous demanderons qu'une évaluation objective de l'ouverture à la concurrence des Services d'intérêt économique général soit réalisée et permette un vrai débat sur la révision des choix politiques en la matière.

La fonction publique, stigmatisée par le Président sortant et les dirigeants UMP à longueur de discours, sera revalorisée et réformée. Dès 2012, une négociation avec les organisations syndicales, les agents et les employeurs de la Fonction publique sera lancée sur tous les sujets : perspectives salariales, lutte contre la précarité, réforme des modes de nominations aux emplois supérieurs, élargissement des possibilités de promotion interne dans le déroulement des carrières, mais aussi exemplarité, neutralité, laïcité dans les services publics.

V – Bâtir une République nouvelle

Une crise de confiance existe entre les citoyens et la politique : l'abstention et le populisme en témoignent. La « République irréprochable » promise par le candidat Sarkozy n'a jamais vu le jour : pire, de Clearstream à Karachi, du Fouquet's à Bettencourt, le pouvoir actuel a accumulé les pratiques exécrables. La tentation oligarchique s'est doublée d'une amplification du système monarchique de la Vème République : omniprésidence, ministres devenus collaborateurs du chef de l'Etat, mise au pas systématique du Parlement, asservissement de la Justice, contrôles des nominations à tous les emplois de la haute fonction publique. Notre République va mal, notre démocratie étouffe. Nous voulons la faire respirer.

Bâtir une République nouvelle, c'est refaire de la séparation des pouvoirs la matrice de notre République. Les pouvoirs excessifs du Président de la République seront réduits ou encadrés : réforme de son statut pénal pour qu'il soit responsable des actes qui ne relèvent pas de sa fonction ;

suppression de son droit d'expression devant le Congrès ; limitation de son pouvoir de nominations. Le Parlement redeviendra le cœur battant de la démocratie ce qu'il n'aurait du cesser d'être : son pouvoir d'initiative et de contrôle sera renforcé ; les droits de l'opposition rehaussés ; pour plus de lisibilité de l'action publique, le Premier Ministre devra présenter l'agenda des réformes au début de chaque session parlementaire ; les choix diplomatiques et militaires y seront effectivement débattus et décidés. De même, obligation sera donnée aux ministres, à la fin de chaque session, de présenter devant le Parlement un bilan de l'application des lois votées. Le Conseil Constitutionnel, qui a vu ses missions renforcées, évoluera en véritable Cour Constitutionnelle avec davantage de moyens et de pouvoirs de contrôle. Le mode de nomination de ses membres sera revu afin qu'ils soient désignés par les 3/5èmes de chaque Assemblée et les membres de droites seront supprimés.

Il faut aussi rendre notre démocratie plus vivante et à l'image de la société. Afin que toutes les sensibilités politiques de notre pays soient représentées au Parlement, nous réformerons le mode de scrutin aux élections législatives : X% des députés seront élus à la proportionnelle sur une liste nationale et nous défendrons le principe de la proportionnelle aux élections locales pour garantir la parité et la diversité. Pour encourager le renouvellement du personnel politique, nous interdirons le cumul d'un mandat national ou européen avec une fonction d'exécutif local, le cumul d'une fonction ministérielle avec un mandat exécutif territorial, et le cumul de deux mandats à la tête d'exécutifs locaux, et créerons un véritable statut de l' élu garantissant protection sociale et facilitant le retour à l'emploi. La parité sera renforcée grâce au durcissement des conditions de financement public des partis politiques : leur modulation sera non seulement liée au nombre de candidates présentées, mais aussi au nombre effectif d'élues et un Ministère des droits des femmes et de l'égalité sera créé. Enfin, pour une démocratie plus participative, la possibilité de recours au référendum d'initiative populaire sera élargie et un droit d'interpellation citoyen permettant d'obtenir la mise à l'ordre du jour du Parlement et de toutes les assemblées territoriales d'une question précise sera créée.

La République nouvelle sera décentralisée. La contre-réforme territoriale, la suppression non compensée de la taxe professionnelle, les injustices du Grand Paris ont considérablement affaibli les collectivités locales et les services publics de proximité. A rebours des choix qui sont ceux de l'ensemble de nos voisins, cette recentralisation fait régresser notre pays et illustre l'incapacité de la droite à porter une vision d'avenir. Nous abrogerons la « réforme » de décembre 2010 et nous supprimerons le conseiller territorial. Le mode de scrutin des conseils généraux sera modifié pour assurer une représentation équitable des territoires et des forces politiques. Pour clarifier le rôle de chacun des échelons, une « Conférence régionale des compétences », réunissant dans chaque région l'Etat et les différents niveaux de collectivités territoriales, décidera de la répartition des compétences non régaliennes, autorisera l'expérimentation de nouvelles compétences pour les

pouvoirs locaux et permettra d'assurer la qualité des services publics locaux. Ces Conférences pourront également proposer des modifications institutionnelles qui seront soumises à l'approbation du Parlement. La démocratisation des intercommunalités sera engagée avec la mise en œuvre d'un scrutin assurant une représentation directe de la population en même temps que sera garantie celle des communes. L'autonomie financière et de gestion des collectivités, ainsi qu'une péréquation bénéficiant aux territoires défavorisés, seront rendues possibles par une réforme de la fiscalité locale. Un programme volontariste pour les outre-mers en matière de logement social et d'infrastructures de transports sera au cœur de la décentralisation, chantier majeur de la législature. Enfin, un nouveau cycle de transfert de compétences aux Régions sera ouvert concernant notamment l'emploi, la formation professionnelle, l'alternance ou l'apprentissage. La France ratifiera la charte des langues régionales et minoritaires.

Pas de République nouvelle sans indépendance réelle pour la justice. Pointé du doigt par l'Europe, relégué dans les classements internationaux, repris en main par le pouvoir, notre système judiciaire est à reconstruire. Nous engagerons une vaste réforme pour rendre aux magistrats leur indépendance : les modes de nominations des membres du Parquet et des personnalités qualifiées du Conseil Supérieur de la Magistrature seront modifiés, les instructions individuelles du Garde des Sceaux au Parquet en cours de procédure interdites, les compétences du juge des Libertés élargies.

La démocratie suppose le véritable pluralisme des médias. Les difficultés des médias ont deux causes principales : une crise économique – qui touche particulièrement la presse écrite – et une crise de défiance politique – provoquée par les interventions du pouvoir sarkozyste. Nos propositions s'attaquent à l'une et l'autre des crises. Nous mettrons fin à la nomination des présidents d'audiovisuel public par le Président de la République. Une loi limitera la concentration des médias, définira les moyens de réduire la dépendance des médias à la commande publique, instaurera des obligations accrues de transparence pour la composition du capital des groupes de presse. Une réforme du CSA sera lancée pour compléter les conditions d'attribution des fréquences afin de renforcer le pluralisme et la diversité de l'offre.

Bâtir, une République nouvelle, c'est redonner sa voix au peuple. Certaines des réformes constitutionnelles visées ci-dessus pourront être soumises au peuple à l'occasion d'un référendum.

Conclusion : l'espoir de la France, c'est une majorité de gauche et des écologistes.

Au cœur de notre engagement commun pour la France et les Français, il y a la conscience du moment historique que nous traversons et la conviction que seules les réponses de la gauche et des écologistes sont à la hauteur des défis.

Nous refusons la fatalité des libéraux et la nostalgie des déclinistes. Nous pensons que la France a un avenir, que l'Europe a un dessein, que le monde a un horizon. Encore faut-il mobiliser les atouts

de la jeunesse et de la société tout entière ! Encore faut-il rassembler les volontés et les énergies au lieu d'opposer les territoires et les catégories ! Encore faut-il en appeler à ce que chaque citoyen, à ce que chaque homme et chaque femme a en lui de meilleur, de noblesse et de force, pour s'engager au service d'une cause plus grande que tous.

Cette cause, c'est la survie même de l'humanité et de son environnement, c'est le droit des générations qui viennent à construire leur vie sans hériter de nos dettes et de nos pollutions. Cette cause, c'est l'idéal de la gauche et des écologistes, c'est l'idéal républicain et européen. C'est l'idéal humain.

C'est pourquoi nous nous battons. C'est pourquoi nous proposons. C'est pourquoi nous nous préparons, ensemble, à constituer une majorité pour la France avec le souci de l'intérêt général et le sens de la justice.